Numérisation CERMTRI

Vendredi 5 Mars 1948 - HEBDO "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" 6 FRANCS Numéro 211.

LA VÉRITE

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

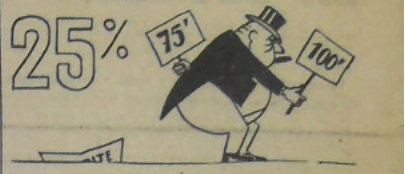
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION, 100, RUE REAUMUR, PARIS (2e). GUT. 80-60. — C. C. P. PARIS 5479-17. — IMPRIME EN FRANCE.

UN MILLION

Pour « LA VÉRITÉ » à 4 Pages

Pourcentages



I

Depuis novembre, le coût de la vie s'est élevé de 25 %. Voilà la vérité :

II

Mais LA VERITE, dans sa lutte contre les surprofits capitalistes, perd 50 % de son efficacité ou ne paraîtrait que sur deux pages :

III

Pour que LA VERITE lutte à 100 % pour l'échelle mobile et le contrôle ouvrier, tu lui redonneras ses quatre pages en souscrivant à la campagne du million !

(Voir la souscription en page 2)

Préparer la contre-offensive ouvrière !

UNITE DE FRONT

Toute la grande presse, les hommes politiques, les généraux, à Washington, Londres, Paris, etc., parlent de la guerre menaçante depuis qu'à Prague est établie la « démocratie nouvelle ». Incontestablement, les rapports internationaux se sont tendus, mais il n'est pas du tout vrai que la guerre menace à bref délai.

Ce n'est cependant pas inutilement pour le capitalisme que l'on agite aujourd'hui le spectre de la guerre. Il s'agit de paralyser les masses, de les rendre passives malgré le mécontentement grandissant en face d'une misère croissante, de la montée des prix, de la baisse du niveau de vie. Il s'agit d'accentuer le désarroi, d'exploiter l'échec des grèves passées et de le transformer en une prostration durable.

Il n'est pas vrai que la guerre est inévitable. Au contraire, c'est précisément dans la lutte des masses pour défendre leur niveau de vie et pour améliorer leur sort qui réside le véritable moyen de barrer la route à la guerre.

Les manœuvres pour leurrer les travailleurs se poursuivent, en commençant par le bourrage de crânes de la baisse des prix, jouhaux et le bureau de « Force Ouvrière » sont allés dire à Schuman : Retenez les prix ou nous serons obligés de faire un malheur.

Toute une série de petits mouvements partiels se produisent pour des revendications limitées. Tous ces mouvements, pour l'instant, freinent les prétentions patronales, et ils renferment en eux la possibilité d'un redemarrage d'une lutte d'ensemble.

Un des plus importants éléments de l'hésitation des masses à entrer largement dans le combat, c'est que leur défiance est grande dans les directions. C'est dans la mesure où une nouvelle direction se manifestera dans les combats partiels d'aujourd'hui que le mouvement acquerra rapidement de la force et de l'ampleur.

Il ne s'agit plus de la période de l'an dernier où chaque grève tendait à s'élargir et où, si le succès n'était pas assuré, le pis qui pouvait arriver était un compromis. A présent, chaque mouvement pour tenir seulement suppose une grande concentration de forces ouvrières. Le rôle d'un militant révolutionnaire est de fixer, en fonction des conditions propres à chaque entreprise, les objectifs précis et la limite des mouvements possibles. Hier, l'étalement des luttes se produisait de façon presque contagieuse. Aujourd'hui, à l'occasion de chaque mouvement, il faut expliquer à la faveur de l'expérience acquise, la liaison avec des luttes ultérieures d'un caractère général.

La tâche principale de ceux qui prétendent diriger vers la victoire les batailles de demain, c'est de contribuer à rétablir le FRONT UNIQUE des travailleurs. La lettre du bureau politique du P.C.I. que nous publions dans ce numéro, doit être un exemple pour tous. Nous sommes loin d'être satisfaits du minimum vital fixé par la C.G.T., nous ne sommes pas disposés à masquer l'insuffisance et le danger de la formule « rajustement automatique des salaires » au lieu de l'échelle mobile. Nous pensons aussi que les luttes prochaines mettront en avant le contrôle ouvrier avec une importance exceptionnelle. Nous le prenons cependant comme point de départ pour une action générale de la classe ouvrière. Nous n'adressons pas notre proposition pour recevoir un refus ou provoquer un silence éléphantesque, nous l'avons faite pour que chaque militant s'en inspire dans son entreprise, dans son quartier ; pour qu'il la reprenne avec insistance et persévérance.

Et si ne faut pas croire que c'est impossible. Chaque ouvrier, quelle que soit son affiliation politique, ressent la nécessité d'opposer un front unique au patronat et au gouvernement. Ce n'est pas par hasard qu'à Toulouse, sur une question limitée comme la défense des travailleurs vietnamiens, les signatures du P.C.F. et de la C.G.T. côtoient celle du P.C.I. sur une affiche et sur un tract. Notre campagne pour le front unique vaincra, car elle va dans le même sens que la pression des circonstances. Toulouse a commencé à montrer le chemin. Cet exemple sera répété et étendu.

Pierre FRANK.

TOULOUSE...

LA RÉPUBLIQUE aux mains blanches

La IVe République vient de commémorer la Révolution de 1848. Sous leurs paravents, les bourgeois qui célèbre la liberté et la démocratie [illegible] « bons », ceux qui ont des principes et qui croient, tout ce qu'ils disent, ceux qui parlent du « Peuple » et de le servir, les professeurs d'histoire, les présidents de la République. Ce sont ceux-là qu'en pousse sur le devant de la scène, place de l'Hôtel-de-Ville, au grand amphithéâtre de la Sorbonne, les jours de fête où l'on pavoise.

Cette même République aux mains blanches, forte de ses libres institutions que « le peuple a adoptées dans l'indépendance de sa volonté souveraine » (Vincent Auriol), agit dans la coulisse avec une brutalité fort peu constitutionnelle contre ce même peuple souverain.

Le droit de grève, obtenu en 1864, est inscrit dans la Constitution : « Les travailleurs ont acquis peu à peu le droit de se défendre, disent certains ; ils continueront dans cette voie : point n'est besoin de révolution ».

Mais chaque fois que les travailleurs veulent défendre leurs droits à la vie — ces droits « égaux pour tous » — quand, pour tenter d'obtenir un « minimum vital », ils font grève, tout l'appareil de répression de la République se referme sur eux.

C'est ainsi qu'on pouvait lire, entre autres, dans les journaux, le récit de récits sur la commémoration de 1848, les noms des militants syndicalistes condamnés pour « entraves à la liberté du travail ».

A Paris, Victor Moser, ancien secrétaire des anciens syndicats [illegible] a été arrêté ; à Lille, Emile Décamin, délégué mineur au puits d'Hersin-Coupigny, a été condamné à 15 jours de prison avec sursis, 3.000 fr. d'amende, et avec vu révoquer de ses fonctions par le ministre Lacoste ; dans le Pas-de-Calais, deux militants, Dutheil et Tourbier, ont été également condamnés à la prison avec sursis et à une amende ; à Marseille, le maire de Cadenlve, M. Maroc, a'est vu infliger 6.000 fr. d'amende avec sursis, et un ouvrier, condamné par défaut, deux mois de prison.

A Marseille encore, un meeting interprofessionnel de solidarité avec les grévistes des raffineries Saint-Louis a été dispersé avec violence par des forces de police armées de matraques ; plusieurs travailleurs ont été blessés, cinq arrêtés.

Le Conseil des ministres vient d'adopter un projet de loi visant à renforcer les pouvoirs des préfets.

Partout, à travers tout le pays, d'autres victimes obscures de la démocratie bourgeoise, dont les noms ne sont pas parvenus à la presse, ont commencé devant les tribunaux correctionnels, ont connu, depuis décembre 1947, et connaissent encore les douceurs des prisons de la République.

Pour lutter contre la répression exercée par l'Etat bourgeois sur les travailleurs en lutte pour défendre leur niveau de vie, il n'est qu'un seul moyen : l'unité d'action de la classe ouvrière.

Unité d'action qui doit se manifester tant sur le plan syndical que sur le plan politique.

Appel aux Organisations ouvrières

Camarades,

Le gouvernement vient d'opposer son veto à toute augmentation de salaires. Il prétend faire baisser les prix rapidement. Cette promesse illusoire ne dupe personne, car chacun sait à même de constater que les prix continuent de monter alors que les salaires restent bloqués.

Il n'est pas possible de faire confiance à Schumen et à Mayer, pour défendre le pouvoir d'achat des travailleurs ; il n'est pas possible de croire que leurs services dépendent et seulement les profiteurs du régime. Seule l'action unie des travailleurs peut ouvrir la voie d'une solution à ces angoissants problèmes. Sur cette solution, des divergences indéniables existent entre nos organisations. Nous pensons quant à nous qu'elle réside dans une action d'ensemble contre le système capitaliste, action qui se concrétise aujourd'hui dans une lutte pour le minimum vital et l'échelle mobile, pour l'abolition du secret commercial, pour l'ouverture des livres de compte, pour le contrôle ouvrier sur l'économie, pour l'expropriation du grand capital, pour un gouvernement ouvrier et paysan.

Mais la situation nous impose à tous une préoccupation immédiate, la défense du pouvoir d'achat des masses. A ce sujet nous considérons que la décision de la C.G.T. d'appeler les travailleurs à revendiquer pour obtenir 50 p. cent d'augmentation sur les salaires à partir du 1er décembre, et le révision automatique des salaires et traitements, sont apparter une solution durable peut constituer le premier pas dans la défense des conditions de vie des travailleurs. Nous pensons donc que cette initiative doit être soutenue par l'ensemble des organisations syndicales et politiques se réclamant de la classe ouvrière, car elle ses revendications immédiates il est possible de ressouder le front prolétarien.

En effet, la classe ouvrière ne peut pas rester désunie face à l'offensive patronale et à un gouvernement décidés à rediver le niveau de vie des travailleurs. Les travailleurs ne peuvent continuer à se regarder en frères ennemis, alors que la grande masse des travailleurs [illegible] se démoralise se demande comment reprendre le combat. La leçon essentielle qu'ils ont tirée de l'échec des grèves de novembre c'est qu'il eurait fallu partir tous ensemble au combat. C'est à cette préoccupation qu'il faut répondre pour leur rendre confiance, il faut que toutes les organisations ouvrieres, syndicales et politiques, constituent un véritable Front Unique des forces ouvrières.

C'est pourquoi le bureau politique du Parti communiste internationaliste s'adresse à la C.G.T., à la C.G.T.-F.O., à la C.N.T., au Parti communiste français, à l'Action socialiste et révolutionnaire, aux Jeunesses socialistes, à la Fédération anarchiste, à la Bataille socialiste et au Regroupement démocratique et révolutionnaire, afin que soit étudiée rapidement la réalisation de ce Front unique dont la programme minimum peut être, dans l'immédiat, celui qui a été défini par la C.G.T. à savoir : 50 p. cent d'augmentation sur les salaires du 1er décembre et la révision automatique des salaires. Nous pensons qu'à ces deux objectifs doivent être joints ceux du contrôle ouvrier sur les prix et de l'ouverture des livres de compte. Nous pensons aussi que l'unité de front peut et doit se réaliser pour lutter contre la répression comme l'exemple vient de nous être partiellement donné à Toulouse, dans l'action commune de la C.G.T., du P.C.F. et du P.C.I. pour la défense des travailleurs vietnamiens.

En ce qui concerne l'action à entreprendre, notre parti suggère qu'une agitation systématique soit menée par toutes les organisations sur ces mots d'ordre, et qu'elle se termine par une journée nationale de protestation et de revendication.

Il pense que l'accord peut se réaliser dès maintenant pour que ces mots d'ordre figurent dans tous les cahiers de revendications actuellement déposés dans les usines, ainsi que sur la nécessité d'appuyer toutes les manifestations présentes de résistance des masses à l'offensive patronale et gouvernementale.

Nous pensons que ces propositions peuvent servir de base à une discussion fructueuse, recevoir, chers camarades, nos salutations communistes internationalistes.

Paris, le 4 mars 1948.

LE BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE.

Militants du P.C.I., sympathisants,

Le Bureau politique de notre Parti a adressé l'appel ci-dessus, proposant le Front unique aux organisations ouvrières syndicales et politiques. Ces propositions, reprenez-les dans vos entreprises et vos localités, auprès des responsables et des militants de la C.G.T., de la C.G.T.-F.O., de l'A.E.R., des J.S., de la Bataille socialiste, du Regroupement démocratique révolutionnaire.

Faites-les connaître à vos camarades de travail.

Transmettez à la Vérité le résultat de vos démarches, les réactions auxquelles vous parviendrez.

REVOLUTION à Prague ?

QUE s'est-il passé exactement en Tchécoslovaquie ? Que se cache-t-il derrière les phrases pompeuses et les titres tapageurs de *l'Humanité*, derrière les vociférations de toute la presse bourgeoise ? Que représente cette « révolution démocratique » réalisée « sans verser une goutte de sang » par le P. C. tchécoslovaque ? A ces questions il sera plus facile de donner une réponse après avoir examiné d'un peu près l'évolution de cette crise, et pour cela il importe avant tout de définir le cadre dans lequel elle s'est développée.

L'action du P. C. en Tchécoslovaquie n'est pas située formellement du cadre de la légalité démocratique et bourgeoise. Ceci résulte non seulement des nombreuses déclarations faites à différentes étapes de la crise par les leaders du P. C. (Gottwald au Congrès des conseils d'usine à Prague : « La crise sera résolue démocratiquement, selon les traditions parlementaires et en accord avec la volonté populaire ») ; ou par le président Benès : « Nous avons un parlement et un régime parlementaire, c'est pourquoi il continuera à avoir ici un gouvernement parlementaire », mais aussi et surtout du développement des événements mêmes. La mobilisation des masses, acteur de la révolte, la presse bourgeoise est fait beaucoup de bruit, s'est bornée en fait à des manifestations convoquées par le P. C. qui n'ont jamais dépassé le cadre d'un appel à la pression de la direction du P.C., et qui n'ont surtout jamais enlevé la direction effective de cette action et son initiative, des mains de la bureaucratie dirigeante.

Par ailleurs le P.C. pour réaliser son action et éliminer l'opposition des partis bourgeois et social-démocrate, n'a pas eu recours aux travailleurs de Prague, mais bien à la police fidèle au ministre de l'Intérieur Nosek. L'intervention des masses a été constamment contrôlée et strictement limitée par l'appareil stalinien. L'initiative des travailleurs dans le cours des événemnts de Tchécoslovaquie a été seulement superficielle. Que l'action décisive ait été menée par la police et non par les travailleurs n'est pas dû au hasard. Cela correspond à la volonté d'instituer non une démocratie prolétarienne, mais une dictature bureaucratique stalinienne dans le cadre d'un régime bourgeois. En définitive, la révolution de la crise s'est déroulée, tel le rêve des stalinistes.

Le « démocratie populaire » instaurée par les staliniens n'est pas matériellement différente de la « démocratie bourgeoise ». Le nouveau gouvernement de « Front national » de Gottwald se présentera devant le Parlement, qui reste l'autorité suprême de la démocratie nouvelle, pour obtenir une majorité à trois les traditionnelles combinaisons parlementaires. Aucun organisme directeur nouveau, à caractère populaire ou révolutionnaire, n'est sorti des récents événements qui ont laissé inchangée le système politique et la Constitution. Et si l'action du P.C. s'est traduite pratiquement par l'élimination de l'opposition parlementaire bourgeoise et social-démocrate, tel n'est en rien le fait qu'à la combinaison de différents facteurs : l'intervention active des forces de police et le nouveau régime de terreur, la pression exercée par l'appareil bureaucratique stalinien sur les directions des autres partis, les habituelles manœuvres tactiques qui tendent à freiner les partis opposants en valorisant les éléments de « gauche » favorables à la collaboration la plus complète avec le P.C.

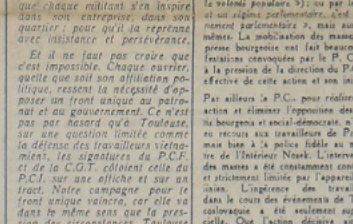
De plus, la mobilisation, même superficielle, des masses n'est pas conduite sur le plan d'une mobilisation révolutionnaire. Les mots d'ordre et les initiatives lancés ne sont jamais sortis du cadre « national » et « légal ». Le P. C. tchécoslovaque s'est présenté comme « contraires à la loi et à la Constitution » les manœuvres des ministres démissionnaires, « appelé les travailleurs à ne montrer pas de zèle pour briser toute tentative de rébellion réactionnaire et pour protéger les intérêts de l'Etat et de la Nation ».

L'appareil d'Etat de la bourgeoisie n'a pas été touché en Tchécoslovaquie et les dirigeants staliniens n'ont jamais eu l'intention de le faire. La victoire du P.C. n'a pas consisté le pouvoir des travailleurs et des paysans mais celui de l'appareil stalinien.

Dans tout le pays pourtant se sont constitués des « Comités d'action » présidés par la presse bourgeoise comme des soviets et par la presse stalinienne comme « l'expression de la volonté populaire ». Que l'on en fait le caractère et le pouvoir de ces comités ? Il résulte clairement de la lecture même des journaux staliniens, qu'ils sont dominés par en haut ?, au moins pour les comités directeurs. Ils ne sont pas l'expression directe de la volonté des travailleurs mais l'expression bureaucratique du nouveau Front national. Ou peut-il en rien, en effet, dans l'Humanité que « le comité directeur du parti socialiste national s'est réuni pour décider s'il accepterait les deux sièges qui lui ont été offerts dans le Comité d'action ». Il s'agit en somme d'une reprise, revue et corrigée, des « Comités de libération populaire », mais en tenant compte de l'« erreur » commise par Thorez en Comité central du P.C.F. d'octobre 1947. C'est-à-dire une erreur de structure d'organisations de coalitions apportées se rapprochant de celles que nous avons connues en France au moment de la grève de novembre-décembre.

B. VANEAU.

(Suite en deuxième page)



"Marcher séparément, frapper ensemble"

La misère est chaque jour plus grande dans les foyers ouvriers. Venant après les grands combats de 1947, les luttes ouvrières sont encore de faible ampleur.

Les masses travailleuses non prolétarisées sont elles aussi l'appâtées durement par les décrets de Schuman et de Mayer. Fruit d'un régime capitaliste pourrissant, la politique « troisième force » devrait regrouper autour de la classe révolutionnaire la classe ouvrière, les masses petites bourgeoises. Il n'en est rien.

Nombre d'artisans, de petits commerçants, de paysans qui appartaient, en 1946, leurs suffrages aux partis ouvriers, suivent maintenant de Gaulle. L'isolement du parti ouvrier, par sa démagogie, est le plus représentatif de la classe ouvrière, à savoir le P.C.F., ne fait plus de doute. L'exemple du second tour de l'élection de Versailles où, comme nous l'avons dit, le candidat du P.C.F., seul face à l'homme de de Gaulle, ne recueille qu'une dizaine de voix socialistes, prouve amplement que la démagogie stalinienne sur les classes moyennes a une portée très limitée et que la « troisième force » réussit du moins sur un point de son programme, celui d'isoler le P.C.F.

Redonner à la classe ouvrière son élan perdu, ressouder ses rangs, dresser d'un seul bloc toutes les masses travailleuses contre les décrets de misère, tels sont les impératifs de l'heure. C'est la préoccupation de notre parti. C'est aussi celle de tous ceux qui ont rompu avec la politique de trahison de Blum, de Mollet et de Pivert.

☆

Mais il ne suffit pas de se proclamer « unitaires ». Il faut encore préciser le programme et les méthodes propres à ressouder le front prolétarien. Ce qui suppose une prise de position sur les causes de la situation présente. Tous ceux qui désirent reconstituer le front des travailleurs veulent y donner, au P.C.F., sa place. Mais, au risque d'encourir les foudres des dirigeants staliniens, il est nécessaire de prendre responsabilité dans la situation actuelle. Ceux qui, sous prétexte de réaliser plus vite leur objectif d'unité de front prolétarien, se contenteraient, comme au cours d'un réconciliation de famille, de dire « Oublions le passé, veux-tu ? » ; non seulement rendraient un bien mauvais service à la classe ouvrière, mais encore apparaîtraient comme des agents (dès « sous-marins d'staliniens) et gêneraient toutes possibilités pour cette œuvre nécessaire.

En novembre-décembre, Blum et Jouhaux ont brisé l'unité d'action de la classe ouvrière. En cela ils n'ont fait que rester fidèles à eux-mêmes, les agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière. Mais encore faut-il expliquer pourquoi ils ont pu réaliser leur objectif. La méprise de la démocratie ouvrière la plus élémentaire, la calomnie la plus systématique utilisée comme arme politique, l'alignement constant et sans consultation de la base, des positions de la C.G.T. sur celle du P.C.F., toutes actes du parti stalinien ont fait le jeu des hommes de « la troisième force ».

Sur le mouvement de grève a pesé la fameuse hypothèque de la « grève politique ». Non pas qu'une grève généralisée d'une telle ampleur puisse ne pas poser de problèmes politiques, en premier lieu celui du gouvernement. Cela, les travailleurs le savaient fort bien. Mais lorsque beaucoup d'entre eux, grévistes et non-grévistes, rejetaient « la politique », ce qu'ils refusaient à admettre c'était une certaine politique : celle du P.C.F. Car il est apparu à beaucoup que la grève avait comme objectif réel de satisfaire la politique extérieure de Staline et de redonner aux dirigeants du P.C.F. les marequins qu'ils avaient perdus. Or l'expérience des ministres staliniens a été faite. Elle n'a rien apporté aux travailleurs de fondamentalement différent de ce que leur donnent M.R.P. et socialistes. De nombreux ouvriers, en premier lieu ceux du P.C.I., sont entrés dans la lutte pour le replacer sur son véritable terrain : la défense des conditions de vie de la classe ouvrière. Leurs mots d'ordre sont été étouffés, les staliniens ont été les plus forts, la grève a échoué.

Le P.C.F. a fait passer ses intérêts propres de parti, fondamentalement ceux de la bureaucratie du Kremlin, avant les intérêts de la classe ouvrière dans son ensemble. En raison de la faiblesse de l'avant-garde révolutionnaire, il était impossible dans ces conditions de créer l'enthousiasme nécessaire. L'échec était inévitable.

☆

En réalité les intérêts de classe bien compris et les tâches du parti révolutionnaire bien formulés coïncident. La tâche du parti consiste, dans l'expérience de la lutte, à apprendre, à démontrer au prolétariat son droit à la direction. Nous pensons que seul notre programme, qui trouve

M. MARIN.

(Suite en deuxième page)

Armée rouge 1918

LE "SECRET" DE TROTSKY

Chaque année, la propagande stalinienne revient à commémorer la création de l'Armée rouge sans parler du celui qui l'a créé, à vanter les mérites de son organisation sans parler du celui qui l'organisa, à célébrer ses victoires sans un mot sur celui qui les remporta, Léon Trotsky. Mais il serait vain de réfuter tous les mensonges, toutes les calomnies staliniennes et d'antamer ainsi une dispute stérile. Rapidement, d'ailleurs, à l'occasion du 30e anniversaire de l'Armée rouge, dirigeants staliniens et leurs laquais se contentèrent les falsifications.

Le début de l'année 1918 s'annonce désastreux pour le jeune Etat soviétique. Trotsky rétrospectivement :

« Avancant vers l'est, les troupes anglaises et françaises occupaient Murmansk, les alliés progressaient en direction de Moscou, le Sud se soulève, les Allemands s'apprêtent à jouer en jour, inorganisés, trahis par leurs officiers, démoralisés, les détachements rouges battent en retraite. Trotsky regroupe les partisans, les encadre avec l'avant-garde du parti, les syndicats, du parti. Les alliés sont arrêtés au delà de Kazan.

En octobre 1919, Iudenitch, soutenu par les canons de la marine britannique, menace directement Petrograd. Les dirigeants fuient à l'arrière. Zinoviev sont en plus de sa part. Quelle de désertions, de lâcheté ! Trotsky redonne confiance à la population, réorganise et fortifie l'armée, et Petrograd est sauvé. L'armée blanche, écrasée, est rejetée en Estonie.

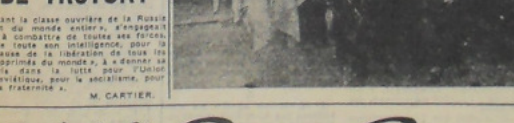
Trotsky possédait-il un « secret » ? Pensait-il que la grève est la force principale des armées, bien qu'une armée sans galons, sans parades devient des chefs généraux et du Kremlin, avant les intérêts de la classe ouvrière dans son ensemble. En raison de la faiblesse de l'avant-garde révolutionnaire, il était impossible dans ces conditions de créer l'enthousiasme nécessaire. L'échec était inévitable.

☆

En réalité les intérêts de classe bien compris et les tâches du parti révolutionnaire bien formulés coïncident. La tâche du parti consiste, dans l'expérience de la lutte, à apprendre, à démontrer au prolétariat son droit à la direction. Nous pensons que seul notre programme, qui trouve

M. MARIN.

(Suite en deuxième page)



Il y a des juges en France

Pas pour les militants révolutionnaires, bien entendu, et Mosey, conscient de son devoir fait grève, est en cela en prison. Mais les journaux réactionnaires comme le Monde commentent un article du procès de un propriétaire de chaud dont les personnages s'appellent Lenin, Staline, les traitors des Chemins-Ellystes. D'où procès-verbal d'un commissaire, saisie de photographies, débuts d'instruction, etc.

Le juge, alors nous ? Dans les sciences.

Au secours des adjudants

Du dernier numéro de France d'abord hebdomadaire stalinien, nous lisons : « Il ne faut pas oublier que « Les chasseurs-lendis des gouvernements » ne sont pas des ennemis, des adversaires qui sont droit de nous les lecteurs de La Vérité.

« MIEUX VAUT ATTRIT L'ENNEMIE DE NOS CORPS DE TROUPE N'APPARAIT NULLE PART AUSSI DÉTERMINÉ QUE DANS LA SITUATION DES NON-OFFICIERS. Il est bien évident même ne mourrait, pour les journalistes staliniens, partie de la situation de nos officiers, mais, en particulier, les officiers qui, eux, sont « républicains » ».

France d'abord ne connaît d'ailleurs que trois catégories qui sont « ennemis » : O, D, U, de la IVe République. Pour les chasseurs, ennemis, ennemis, ennemis.

« UN LIT EST DISPONIBLE DANS LA CHAMBRE DES DE LA POSTE POUR PLACER DE PARTY ÉTRANGER. QUE LITS SONT DES LITS DE PROPRE ORDINAIRES ».

« ORDINAIRES ». Comment peut-on trouver coucher un adjudant dans un lit ordinaire ? On ne demande vraiment à quoi servent les quelque 200 millions du budget de la guerre et le gouvernement ne se préoccupe pas de ménager l'opinion de ses meilleurs serviteurs ?

Histoire de chasse

C'est la plus récente et la meilleure que nous connaissons. Les gaullistes comme chasse sont, en effet, rares et difficiles. Et le bonze gaulliste RÉVEL vient de confirmer cette règle démontrée. D'ailleurs attaqué à un ami qui lui demandait des renseignements, il a été victime d'un ricochet. Mais ses amis gaullistes ne le lâchent pas et veulent, mais le gibier ne veut pas.

Depuis plusieurs mois, aux démérides officiels, mais n'ont guère du mécontentement de la réaction. Tout, enfin, pour eux, un prolétariat plein de propagandistes.

Un immondice

Chaque de « Qui Vérité » qu'il reçoit, du moins depuis « Appel de la Résistance » C.A.P. Il lui nous reproche notre ordre « pas de prolétariat » et « pas de quoi faire ».

« Ch. Meurves durant l'occupation allemande non un [illegible] Dès les hommes du Radio-Londres, il a même, du [illegible] forces, hardiment combattre les derniers. Aujourd'hui, ce dernier [illegible] à la vieille « déclaration » de la LIGUE D'ACTION FRANÇAISE. Il a « plaint Pinéau, qui maintenant ou-dessus de ses sentiments, de ses goûts ou de ses déposés, de ses penchants ou de ses préjugés ».

Mais cela étant. Figurez-vous que ce Pineau qui quand de la poudre bouche d'opéra elle venait le nom du défenseur de la « Grande France » à l'occasion de l'entrevenant du général Leclerc.

Car dans l'action de ce dernier, il y eut — quelle que soit l'attitude politique que qu'en soutiennent — un bien et une richesse française et militaire dont une union sacrée ne peut pas et ne doit pas refuser, notamment en 1944 lorsqu'il et le conférencier après de de Gaulle avait pu établir contrôle pour exécuter avec l'ennemi Anglais qui représentait le marchand [illegible].

Cela, pénétré, entendons ? Mourrez, lui aussi, et « ou-dessus des partis ».

Veillée de Bataille

Gilles Martinet promet de faire connaître cette semaine ce qui le pèse du P.C.F. Mais c'est donc « La Bataille socialiste » et pas donc « Le Canard enchaîné » qu'il tendra dire cela.

Inutile de dire que nous attendons avec curiosité un tel exposé, car c'est là ou ce que les stalinoïdes « attiennent ». Ou s'il est pas trop pouvoir l'occasion de se dustrairer par les temps qui courent.

Numérisation CERMTRI

Avant la conférence des comités d'entreprise

LA DEUXIEME CROISADE

« Dès à présent, nous pouvons dire que nous ne trouvons plus en face de la nécessité de défendre des entreprises vraiment nationalisées, mais devant des entreprises gérées par un Etat antidémocratique qui au profit du capitalisme, les nationalisations sont à reconquérir. »

Ainsi s'exprime le bureau confédéral dans l'article du *Peuple* dont nous avons parlé dans notre précédent numéro.

La conception stalinienne des « vraies » nationalisations

Quand le bureau confédéral nous dit que les prétendues nationalisations sont des entreprises gérées par un Etat antidémocratique au profit du capitalisme, nous sommes parfaitement d'accord. Mais nous lui demandons, avec tous les travailleurs conscients : « Quand donc en a-t-il jamais été autrement ? » « Quelles sont ces « vraies » nationalisations pour lesquelles vous avez appelé les travailleurs à produire et que vous nous appelez maintenant à reconquérir ? »

Un rapide coup d'œil sur le passé répondra mieux à cette question. Au temps où les nationalisations étaient gérées par un Etat bourgeois dans le gouvernement tripartite, Maurice Thorez, leur porte-parole le plus autorisé, écrivait :

« A l'étape actuelle du développement de la société, nous avons la conviction que les nationalisations — retour à la nation des grands moyens de production monopolisés — constituent un progrès dans la voie du socialisme. Les nationalisations portent un grand coup à la puissance des oligarchies financières, elles limitent les possibilités légales de l'exploitation de l'homme par l'homme, elles placent entre les mains d'un gouvernement démocratique des moyens appréciables pour l'œuvre de redressement économique et social du pays. »

Dans leur propagande politique et syndicale, les dirigeants staliniens s'appliquaient en outre à expliquer aux travailleurs que dans les entreprises « nationalisées », avec de confortables indemnisations aux propriétaires et gros actionnaires, ils travaillaient « pour eux ». D'où une propagande encore plus acharnée, pour le « Produire, Produire » dans ces entreprises plus que partout ailleurs.

De tout cela, que reste-t-il aujourd'hui ? Ce que nous dénoncions malgré toutes les calomnies et les accusations de sabotage et soutent lancées contre nous, a été démontré par l'expérience. Ces nationalisations n'ont servi qu'à tenter de renflouer certains secteurs déficitaires tels que les houillères ou l'aéronautique, pour le plus grand profit des actionnaires et des présidents directeurs aux salaires énormes et incontrôlés, tandis que les travailleurs, ouvriers et techniciens faisaient les frais de l'opération.

Le bureau confédéral se plaint de ce que les administrateurs ouvriers soit chassés des conseils d'administration. Mais qu'y ont-ils fait, et que pouvaient-ils y faire dans la situation d'otages où ils se trouvaient au milieu des requins capitalistes ? La seule utilité de leur position aurait été de mettre les travailleurs au courant du dessous de l'opération et les appeler à la lutte. Mais, naturellement, cela, ils ne pouvaient le faire, étant eux-mêmes pour la plupart membres du parti qui empêchait les grèves sous prétexte de défendre les nationalisations, et voulait persuader les travailleurs de les défendre telles quelles.

Aujourd'hui moins qu'hier ?

En 1945, B. Frachon défendait le principe des nouvelles nationalisations capitalistes d'avant guerre (chemins de fer et aéronautique) où, disait-il : « On n'a touché en rien aux privilèges des grands actionnaires et où la participation de l'Etat... sert surtout à couvrir les frais ».

Benoit Frachon a l'habitude de ce genre de déclarations qui démolissent ses propres positions (Voir l'article des Cahiers du communisme de janvier où il parle de certains dirigeants ouvriers qui sabotent la lutte des travailleurs !). Aujourd'hui nous pouvons lui dire : « Cette définition des nationalisations capitalistes où les travailleurs n'ont rien à gagner s'applique en tous points à celles que vous avez appuyées de tout votre poids quand vos camarades du parti étaient au gouvernement. Et la seule différence entre les deux opérations, c'est qu'avant la guerre l'Etat capitaliste les avait effectuées directement, alors que pour la dernière il a fait servir de votre entremise, car il savait que par votre influence dans la classe ouvrière vous étiez aussi capables de lui faire avaler cette farce.

Vous avez voulu faire croire aux travailleurs que votre seule présence au gouvernement fait naître cette opération avantageuse pour eux.

Qu'en pensent les travailleurs de l'aéronautique qui, après trois ans de « produire d'abord », subissent maintenant des licenciements massifs ? Laissons répondre *La Lutte syndicale*, journal de la section syndicale S.N.C.A.N. Issy, usine Garibaldi (maintenant fermée par suite des licenciements) qui, tirant les leçons de cette expérience, dit :

« Le ministre a été changé (Tillon), la D. T. I. (Direction technique) a disparu, les troubles ont été réglés ! A cela, les travailleurs révolutionnaires qui sur la foi de leurs dirigeants ont lutté pour « la marche au socialisme » par d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes » (Thorez, interview au *Times*, 1946) répondront :

« Halte-là ! Ce que vous nous demandez de reconquérir par notre lutte directe, ce sont ces nationalisations capitalistes au nom desquelles vous nous avez empêchés pendant trois ans de combattre la bourgeoisie. C'est à nouveau vous qui participaient au gouvernement que vous appellerez « républicain » quand vous le serez, mais qui n'en sera pas moins une délégation désignée à gérer les affaires de la bourgeoisie. Une seule expérience nous suffit. Nos luttes à venir, nous voulons qu'elles servent les intérêts ouvriers. »

A ces « reconquêtes » sans lutte, les travailleurs opposeront leur lutte pour sauvegarder leurs intérêts au travers des seules mesures efficaces. Repoussant les distinctions subtiles que font leurs dirigeants entre patrons américains et patrons antinationalistes, ils combattront dans leurs luttes prochaines pour leurs revendications, pour les seules nationalisations au service du peuple, par l'*expropriation des grosses entreprises et leur réorganisation sous le contrôle effectif des ouvriers, dans le but de produire pour leurs besoins et non pour les profits capitalistes.*

S. MINGUET.

LES DEFENSEURS DU PEUPLE

UN QU'EN A. — Bravo ! Bravo !
UN QU'EN A PAS. — Pendant que tu y es, petit Jacques, dépose un autre projet instituant l'échelle mobile des salaires !

Offensives patronales et ripostes ouvrières

Le patronat tente de mettre à profit l'échec de la grève de novembre-décembre et la scission syndicale pour multiplier les offensives contre certaines entreprises les délégués du personnel ou s'attaquer aux avantages acquis. Débrayages partiels, délégations massives, manifestations, mouvements de grèves, manifestent la volonté des travailleurs de surpasser les difficultés actuelles et de résister aux manœuvres patronales.

∴

A la S.N.C.A.N. Issy-les-Moulineaux et Courbevoie, arrêts de travail pour protester contre la licenciement d'une délégué.

Chez Fouché, débrayages contre le licenciement d'un délégué. La patron a du reculer. Chez L.T.C. débrayage de deux jours. Succès aussi.

A Sète, débrayage de deux heures et manifestation de rue, comme protestation contre les sanctions dont sont menacés douze militants syndicaux.

Chez Brenzavia, arrêts de travail et délégations massives comme réponse à une tentative de diminution des salaires. La direction maintient ses positions.

La grève a continué aux Raffineries Saint-Louis, à Marseille, pour obtenir la réintégration des dix-huit délégués et délégués suppléants licenciés. La direction a cédé sur 3.500.000 travailleurs.

Débrayages, délégations et manifestations des ouvriers du bâtiment travaillant aux barrages des Alpes, des Pyrénées, du Massif Central, contre la suppression des primes de repas.

Arrêt du travail pendant deux heures au Grand-Hôtel, sur la butte, à Paris.

∴

Ces mouvements ont encore une faible ampleur. Tous ne sont pas couronnés de succès. Mais ils sont des coups d'arrêts à l'action patronale et créent ainsi les condition d'une contre-offensive de la classe ouvrière.

LES JEUNESSES SOCIALISTES DE LA SEINE POUR LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

Nos camarades de la S. C. I. ont reçu des jeunesse socialiste de la Seine la lettre suivante :

Chers camarades,

Réunies en assemblée générale, le 26 février 1948, les Jeunesses socialistes de la Fédération de la Seine, après un examen approfondi de la situation politique, des conditions du regroupement révolutionnaire, du rôle et des propositions de la J.C.I. de constitution d'un Mouvement Révolutionnaire de la Jeunesse.

Le J.R., depuis sa rupture avec le S.F.I.O., et à partir de son congrès de Villeurbanne, a mené à bien cette tâche essentielle de contribuer au regroupement révolutionnaire. Les Comités nationaux des J.S. ont, chaque fois, adopté cette orientation.

C'est alors que le dernier Comité national du 15 février a réaffirmé au J.S. de participer à la construction d'un parti révolutionnaire avec tous les militants de l'avant-garde ouvrière d'une ligne politique précise, sans aucune exclusive ; dans ce cadre, les J.S. favorisent dans l'immédiat le regroupement de courants issus de la S.F.I.O.

Mais, à notre part, nous en cela, les décisions de ce Comité national, rien ne saurait opposer un refus à l'initiative de la J.C.I. de constituer le M.R.J.

Bien au contraire, nous sommes persuadés que le M.R.J., où se retrouveront tous les jeunes des organisations ouvrières, sur une base large, ne peut, en créant un lien vivant entre ces organisations, que favoriser ce regroupement ultérieur.

Ces décisions impliquent également qu'il y a nécessité impérieuse d'une organisation appelant la jeunesse ouvrière à l'action révolutionnaire, qui doit être organisation, en employant des méthodes appropriées au recrutement et à l'éducation des jeunes travailleurs, contribuer à la formation du Parti révolutionnaire en lui fournissant militants et cadres.

C'est pourquoi notre fédération a résolu, dans l'immédiat :

1° De réaliser à tous les échelons l'unité d'action étroite avec la J.C.I., dans tous les secteurs de travail jeunesse ;

2° De participer activement à la conférence que la J.C.I. organise à Paris, pour l'unification des forces révolutionnaires de la jeunesse sur des bases larges.

Ces décisions urgentes devant être réalisées le plus rapidement possible, nous vous proposons qu'une délégation de notre Commission exécutive fédérale rencontre le plus rapidement possible votre Comité exécutif.

Vous y serez, bien sûr, le bienvenu.

Pour la Commission exécutive fédérale :
S. JUST, C. CARMONA.

Cette décision se manifeste par d'opportun un précieux encouragement à tous les camarades, notamment en province, qui étaient orientés vers la création du M. R. J. dans leur localité ou leur département.

VERS LA VICTOIRE... APRÈS 5 MOIS DE GRÈVE

La grève des chemintots africains touche à sa fin. Le secrétaire général Nicolas a déclaré dans une manœuvre tendant à faire reprendre le travail, en échange d'une « promesse d'intervenir pour obtenir satisfaction partielle ». Les multiples provocations récentes ont renforcé chez les cheminots la volonté de lutte, malgré les briseurs de grève est incapable de faire marcher les trains.

Revolution à Prague ?

(Suite de la première page)

cembre. Pour obtenir une participation aussi grande que possible des masses dans un mouvement, les staliniens se voient contraints de respecter la démocratie sur certains points partiels (c'est aussi le cas actuel pour le « Front démocratique » en Italie), mais le démocratie ne dépasse pas ces échelons. Par contre, la liaison entre les organismes de base et le contrôle de l'appareil stalinien. Il n'y a plus de place pour une véritable manifestation de la volonté des masses. Ce sont eux qui ont pris le pouvoir, ceux du parti staliniens et leurs alliés « progressistes » qui profitent tous les intérêts et qui, de cette façon, assurent la direction du mouvement dans la ligne fixée par la direction stalinienne.

Quant aux limites du pouvoir de ces comités, elles nous sont données très clairement par Cepicka, nouveau ministre stalinien de la Justice, dans une interview à *Pierre Courtade*, envoyé spécial de l'Humanité. Cepicka déclare textuellement : « *Les Comités d'action ne sont pas un deuxième pouvoir. Leur tâche est de faciliter la défense de l'Etat démocratique, de soutenir le Front gouvernementale. Ils veilleront sur la sécurité de la République démocratique, ils travailleront à la réalisation du plan. Ils peuvent faire des propositions, mais c'est le gouvernement qui décide en définitive, sous le contrôle du Parlement* ». Voilà qui est de nature à être toute illusion sur le caractère révolutionnaire de ces comités, tout différents de ceux qui ont été conçus par les leaders staliniens ! Pratiquement, leur tâche sera seulement de « veiller à ce que les décisions gouvernementales ne soient pas lettre morte ». Pour l'appareil stalinien ces comités doivent servir à dominer plus complètement la vie du pays, à contrôler à tous les échelons la fidélité et les réactions des travailleurs et employés de l'Etat, de l'industrie, à seconder et renforcer l'organisation policière qui déjà domine la Tchécoslovaquie.

Le Congrès des conseils ouvriers d'usines, qui groupait 1.500 délégués, n'a pas été autre chose qu'une assemblée qui a présenté des « vœux » pour l'action du nouveau gouvernement, sans aucune possibilité de contrôler un « parlement des travailleurs ».

Dans ces conditions, les « nationalisations » et la « planification » demandées par les travailleurs tchécoslovaques échapperont complètement au contrôle et s'intègrent dans la politique stalinienne d'incorporation définitive de la Tchécoslovaquie dans le bloc des nations orientales groupées autour de l'U.R.S.S. Nous reviendrons sur cette question.

Prolétaires et « hommes libres »

A peine sorti des limbes, le Rassemblement Démocratique Révolutionnaire avait droit aux sarcasmes de la droite et aux algarades dans les couloirs de la Chambre. Naissance bruyante due, pour une part essentielle, à la présence, dans le comité de novembre, de quelques ex-députés socialistes, de quatre membres du Comité directeur S. F. I. O. et de six rédacteurs de *Franc-Tireur*.

Pour comprendre comment peut s'opérer le regroupement révolutionnaire, il est quelquefois nécessaire de rappeler le caractère et la nature des divers groupes qui en ont été à l'origine : S. F. I. O. ou qui sont issus d'elle.

Les Jeunesses Socialistes et l'Action Socialiste et Révolutionnaire quittent la social-démocratie lors de la grève Renault et des grandes grèves de novembre-décembre 1947. Le moment de la rupture — période de grandes luttes ouvrières — laissait présumer de la valeur du programme. PRENANT POSITION POUR LES REVENDICATIONS OUVRIERES (minimum vital, échelle mobile des salaires), POUR LA GREVE GENERALE, POUR L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN CONTRE TOUT GOUVERNEMENT DE COLLABORATION DE CLASSE, les camarades de J. S. et de J. A. S. R. s'affirmèrent tout de suite sur un programme de lutte de classes. Aujourd'hui ces militants sont restés fidèles à ces mots d'ordre.

La Bataille Socialiste devait compte tenu du rapport de forces et la scission syndicale, alors que la classe ouvrière démoralisée par l'échec de la grève générale, entrait dans une période de passivité. Ne voulant pas s'affirmer sur un tel programme de lutte de classes, leur plate-forme apparaît aujourd'hui comme profondément marquée par le stalinisme.

∴

Contrairement à ces trois groupes, le R. D. R. (dont l'aile marchante est sans conteste le groupe socialiste et l'équipe antistalinienne de *Franc-Tireur*) n'a pas rompu avec la S. F. I. O.

Est-ce à dire, comme l'écrit Pierre Hervé, dans l'*Humu*, que le R. D. R. ne peut être que le pivot de la S. F. I. O. ? Non, nécessairement, car il y a, parmi ceux qui lui donneront leur adhésion, de nombreux militants déjà décidés à briser avec la social-démocratie.

Mais il faut avouer que le manifeste, ainsi que la brochure de Rous sur la « 3e Force » et le discours prononcé par Badiou, député-maire de Toulouse, donnent plutôt l'impression d'une tentative de revigorer la S. F. I. O. et de faire du R. D. R. la « 3e Force » de Schuman une « 3e Force » plus à gauche.

Regrettons que le manifeste du R. D. R. dans ce texte lancé cent une après le *Manifeste* communiste, les algarades aient éprouvé le besoin d'évoquer Marx, « Prolétaires et hommes libres de tous les pays, écrivent-ils, unissez-vous ! »

Pourquoi cet amendement ? Et où cela peut-il mener ? Le manifeste est une arme, dont tout parti possède une souplesse extraordinaire qui permet d'approcher la réalité historique de chaque pays. Mais à une condition, c'est qu'on ne joue pas avec quelques notions fondamentales, notamment celle de classe. Le moteur du développement historique, c'est la lutte de classes. La force révolutionnaire capable de renverser le capitalisme et d'instaurer le socialisme, c'est le prolétariat international.

Que viennent y faire les « hommes libres » ? Qu'est-ce que ces « hommes libres » ? Ce ne sont pas des prolétaires puisqu'ils doivent venir « rejoindre » les prolétaires. Ce ne sont pas non plus des « hommes » dans l'esprit des inférieurs du R. D. R. Alors, du point de vue social, les « hommes libres », ce sont, en fin de compte, les classes moyennes des villes et des campagnes, classes que le capitalisme exproprie matériellement et qui cherche à bénéficier politiquement de la classe ouvrière. Incontestablement, la classe ouvrière ne pourra se permettre de « rejoindre » qu'en parvenant à associer les classes moyennes dans la lutte anticapitaliste, qu'en se montrant le champion de leurs revendications contre les mesures de spoliation du gouvernement Schuman-Moyer. Mais la classe ouvrière s'est toujours refusé à mettre à égalité prolétariat et classe moyenne. Le prolétariat, qui a vu naître l'irréductible du capitalisme, la seule catégorie sociale qui n'a aucune prise tangible sur le régime capitaliste. Les classes moyennes, ces « hommes libres », sont en fait les moins libres de tous les êtres humains ; elles ne peuvent avoir de programme propre, d'idéologie propre, de régime propre.

Mais, diront peut-être certains partisans du R. D. R., nous voulons faire un rassemblement « non un parti ; dans ce rassemblement, le parti du prolétariat aura sa place. Cet argument ne fait que déplacer le problème. Pour qu'un tel rassemblement des prolétaires et des « hommes libres » soit possible, pour que ce ne soit pas une association impuissante, il faut qu'il y ait un « parti pour un parti révolutionnaire du prolétariat. C'est sur la création de celui-ci qu'il faut agir. Le rassemblement ne sera équilibré si l'on veut effectivement rassembler les classes moyennes autour des prolétaires.

Les grandes grèves de novembre-décembre 1947, par leur échec, ont montré, entre autres, la défaite des ouvriers à couvert la voie à l'offensive du grand capital aussi contre les classes moyennes. C'est une preuve supplémentaire du rôle décisif du prolétariat dans la lutte de classes.

∴

L'impréciation des signataires du manifeste est dangereuse. Pourquoi n'oublie pas encore définir un clair programme avec réalité capable de mobiliser à la fois la classe ouvrière et les masses petites-bourgeoises. Ils préfèrent prendre position sur les problèmes immédiats qui préoccupent la classe ouvrière. Mais ce fait ne pas comprendre ou ne pas vouloir reconnaître qu'elle est la seule force capable d'une lutte socialisme et d'empêcher le monde de sombrer dans la barbarie.

Le problème du regroupement révolutionnaire qui se pose à tous les militants qui ne veulent pas à cravaché l'examen critique au cours de la rupture, et aussi à de nombreux militants du P. C. F. qui ne veulent rien savoir dans une formation qui par son programme et son « parti » ne peut que de la P. C. F. ou encore du stalinisme. Il faut un programme clair et précis pour prendre la tête du prolétariat.

Le P. C. F. a trahi les engagements à la recherche de cette solution (J. S., A. S. R. R., R. D. R.) ne peut que faciliter la formation d'un tel programme. Il apportera le sien, prêt à l'amender, à le modifier, en tenant compte des expériences parallèles ou différentes des autres organisations et militants. C'est dans une telle perspective, et dans quelles limites il conclut l'accord donné.

« Frapper ensemble », c'est, les objectifs communs étant clairement définis, mobiliser toutes les forces des organisations participantes, soulever par l'existence même de l'unité d'action l'enthousiasme des non-organisés pour arracher des objectifs.

Réaliser l'unité d'action avec le P. C. F., d'accord. Rentrer à cette fin ses propres conceptions, aucune organisation ne se réclamant de la classe ouvrière et digne de ce nom ne le peut. Mettre une sourdine aux critiques nécessaires ne sert pas à rapprocher de soi les ouvriers du P. C. F. abrumés dans leur confiance envers le parti, mais les éloigne de la contribue, tout au contraire à les rapprocher de leur direction. Entre deux programmes confus, l'avantage est à l'organisation numériquement la beaucoup la plus forte.

Le front unique doit aussi englober les travailleurs et les classes moyennes qui suivent la direction socialiste. Le front unique ne peut donc pas signifier le « front populaire » qui ne permettrait pas à Blum de poursuivre sa politique de « troisième force », mais mettrait la direction du P. S. en demeure de choisir nettement entre le camp de la bourgeoisie et celui du prolétariat.

∴

La scission syndicale, faite par les uns, rendue possible par l'attitude des autres, est un crime. Il faut reconstruire une C. G. T. unifiée et démocratique, par la tenue d'un congrès syndical extraordinaire convoqué sous les auspices de toutes les tendances. Ainsi sera constituée l'une des formes les plus élémentaires du front unique pour la défense des revendications quotidiennes dans les entreprises.

Les nouvelles luttes verront naître à nouveau des comités de grève, organes de l'unité d'action, qui ne pourront jouer leur rôle véritable que dans la mesure où ils seront vraiment démocratiques, où aucune tendance du mouvement ouvrier n'en sera exclue et où ils se rallieront démocratiquement entre eux.

Pour préparer les luttes, pour faire naître un climat propice à exercer l'unité syndicale, l'objectif immédiat doit être la constitution dans les entreprises, dans les quartiers, dans les villages, des comités de front unique qui lutteront pour les revendications librement déterminées, de comités qui pourront librement fixer leurs objectifs particuliers et leurs moyens d'action sans être obligés de se plier aux volontés et aux objectifs particuliers de telle ou telle formation.

LETTRE DU VIET-NAM

Les ouvriers restent très combattifs

(De notre correspondant du Viet-Nam)

Les troupes de l'impérialisme français contrôlent les grandes villes et les centres importants autour desquels elles ont établi des postes. C'est de ces postes que partent, du jour, des patrouilles mais, la nuit, les Français ne peuvent exercer aucun contrôle réel même sur les grandes immédiats des villes. Les communications se font par convois protégés par des autos blindées et par des mitrailleuses. Les trains ont également un wagon de tête et un wagon de queue blindés. Malgré toutes ces précautions, il arrive dans la campagne et des escarmouches ont lieu même dans la banlieue de Saïgon. Des grenades sont fréquemment lancées dans les villes et, récemment, deux entrepôts du port de Saïgon ont été incendiés.

Les troupes vietnamiennes dispersent de deux postes ameteurs : Tout dans le Nord et l'autre dans le Sud. Dans le premier, dans le Viet-Nam possède une presse clandestine fort bien active. Dans le Sud, le Viet-Nam possède une presse clandestine fort bien active. Dans le Sud, le Viet-Nam possède aussi